

CONTRAT

**MARCHE DE SERVICES D'INSERTION PROFESSIONNELLE AUPRES DES PERSONNES
A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI**

PRESTATION « UN EMPLOI STABLE » (EMS)

Procédure prévue à l'article R.2123-1 3°) du code de la commande publique

DISPOSITIONS PARTICULIERES

A - Identité des parties

Le marché est conclu entre :

France Travail, établissement public administratif, représenté par son directeur général, Monsieur Thibaut Guilluy, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 1-5 avenue du docteur Gley - 75987 PARIS CEDEX 20,

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

Et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social ou siège, numéro de téléphone, courriel et forme juridique de la personne morale candidate.

Si différent, indiquer le nom, raison ou dénomination sociale, adresse, numéro de téléphone et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations.

représentée par :

Indiquer le nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en qualité de candidat individuel
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

B - Coordonnées bancaires ou postales

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le compte bancaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques et conformément aux dispositions de l'article VI.3 du Contrat, sur les comptes bancaires dont les relevés BIC IBAN sont joints.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

C - Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées ou lieux d'exécution des prestations
Lot n° (à compléter par le candidat)	
Lot n° (à compléter par le candidat)	

D - Le cas échéant, numéro d'enregistrement au titre de la formation professionnelle

La présente rubrique est à compléter uniquement dans le cas où, à la date de la remise de l'offre, le candidat individuel ou le membre d'un groupement d'opérateurs économiques candidat (y compris le mandataire) est déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R.6351-6 du code du travail. En cas de groupement, le cadre correspondant est à dupliquer autant que nécessaire.

☐ candidat individuel enregistré sous le numéro :

auprès du préfet de région de :

Indiquer le numéro d'enregistrement de la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail

☐ raison ou dénomination sociale du membre du groupement :

enregistré sous le numéro :

auprès du préfet de région de :

raison ou dénomination sociale du membre du groupement :

enregistré sous le numéro :

auprès du préfet de région de :

raison ou dénomination sociale du membre du groupement :

enregistré sous le numéro :

auprès du préfet de région de :

raison ou dénomination sociale du membre du groupement :

enregistré sous le numéro :

auprès du préfet de région de :

E - Décision de France Travail (rubrique réservée à France Travail)

L'offre est acceptée en ce qui concerne :

- ☐ L'ensemble des lots de la consultation.
- ☐ Le ou les lots suivants de la consultation :

N° de lot	Libellé du lot	
1	EMS 2024 - ARA - Dpts 01 07 26 38 69 73 74	
2	EMS 2024 - ARA - Dpts 03 15 42 43 63	
3	EMS 2024 - BFC - Dpts 21 58 71 89	
4	EMS 2024 - BFC - Dpts 25 39 70 90	
5	EMS 2024 - BRET - Dpts 22 35	
6	EMS 2024 - BRET - Dpts 29 56	
7	EMS 2024 - CORSE - Corse du Sud	
8	EMS 2024 - CORSE - Haute Corse	
9	EMS 2024 - CVL - Dpts 18 36 45	
10	EMS 2024 - CVL - Dpts 28 37 41	
11	EMS 2024 - GD EST - Dpts 08 10 51 52 68 88	
12	EMS 2024 - GD EST - Dpts 54 55 57 67	
13	EMS 2024 - GUAD - Nord Grande Terre	
14	EMS 2024 - GUAD - Centre	
15	EMS 2024 - GUAD - Sud Basse Terre	
16	EMS 2024 - GUY - Région	
17	EMS 2024 - HDF - Dpt 59	
18	EMS 2024 - HDF - Dpt 62	
19	EMS 2024 - HDF - Dpts 02 60 80	
20	EMS 2024 - IDF - Dpt 75	
21	EMS 2024 - IDF - Dpts 77-91	
22	EMS 2024 - IDF - Dpts 78-92-95	
23	EMS 2024 - IDF - Dpts 93-94	
24	EMS 2024 - MART - CACEM	
25	EMS 2024 - MART - CAESM	

26	EMS 2024 - MART - CAP NORD	
27	EMS 2024 - NAQ - Dpts 16 17 79 86	
28	EMS 2024 - NAQ - Dpts 19 23 24 87	
29	EMS 2024 - NAQ - Dpt 33	
30	EMS 2024 - NAQ - Dpts 40 47 64	
31	EMS 2024 - NORM - Dpts 14-50	
32	EMS 2024 - NORM - Dpts 27-61	
33	EMS 2024 - NORM - Dpt 76	
34	EMS 2024 - OCC - Dpts 09 11 30 34 48 66	
35	EMS 2024 - OCC - Dpts 12 31 32 46 65 81	
36	EMS 2024 - PACA - Dpts 04 05	
37	EMS 2024 - PACA - Dpt 06	
38	EMS 2024 - PACA - Dpt 13	
39	EMS 2024 - PACA - Dpt 83	
40	EMS 2024 - PACA - Dpt 84	
41	EMS 2024 - PDL - Dpt 44	
42	EMS 2024 - PDL - Dpt 49	
43	EMS 2024 - PDL - Dpts 53 72	
44	EMS 2024 - PDL - Dpt 85	
45	EMS 2024 - REU - Nord Est	
46	EMS 2024 - REU - Sud Ouest	
47	EMS 2024 - Mayotte	

F - Notification du marché *(rubrique réservée à France Travail)*

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du Contrat :

- ☐ par courrier recommandé avec avis de réception postale

Agrafer sur cette page l'avis de réception postale.

- ☐ par envoi *via* la plateforme de dématérialisation dont le Titulaire accuse réception

Joindre sur cette page l'avis de réception dématérialisé.

DISPOSITIONS GENERALES

PREAMBULE

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1^{er} janvier 2024. Cette transformation consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail assure par ailleurs un certain nombre de missions pour le compte du réseau pour l'emploi. Notamment, il met à disposition des outils et services numériques, des actions de développement des compétences au bénéfice des personnels des autres membres du réseau et assure une fonction de centrale d'achat et d'appui auprès de ce réseau.

France Travail est composé de 18 directions régionales sur le territoire métropolitain et outre-mer.

I. - OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la mise en œuvre de prestations de services d'insertion professionnelle de type « Un emploi stable » (EMS) auprès des personnes à la recherche d'un emploi. Ces prestations sont décrites au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Il est conclu dans le cadre du ou des lots désignés à la rubrique E des dispositions particulières du Contrat parmi les 47 lots géographiques définis à l'annexe I. L'allotissement géographique s'entend par référence à des régions et des départements.

II. - FORME ET QUANTITES DU MARCHE

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté par émission de commandes conformément aux dispositions des articles R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique. Il est conclu avec un unique Titulaire et avec un maximum en quantité, défini en nombre de bénéficiaires auxquels un entretien de diagnostic doit être proposé. Ces bénéficiaires sont ceux que le Titulaire doit contacter dans les conditions fixées à l'article V.2.1.2 et ceux faisant l'objet d'une prescription de France Travail ou d'une auto-inscription dans les conditions fixées à l'article V.2.1.3. Ce nombre maximum est précisé à l'annexe I pour la période ferme d'exécution du marché.

Pour la période contractuelle suivante d'exécution du marché en cas de reconduction, le nombre maximum de bénéficiaires auxquels un entretien de diagnostic doit être proposé est indiqué dans la décision de reconduction notifiée au Titulaire dans les conditions fixées à l'article III. Le taux de variation, à la hausse comme à la baisse de ce maximum, est au plus égal, pour la deuxième période contractuelle, à 30 % par rapport à celui défini pour la période ferme divisé par 1,5 et, pour la troisième période contractuelle, à 30% par rapport à celui défini pour la deuxième période.

Le Titulaire est engagé à hauteur du nombre maximum de bénéficiaires.

III. - DUREE DU MARCHÉ

Sous réserve des dispositions de l'article VIII, le marché est conclu à compter du 4 novembre 2024, date de prise d'effet. Il est conclu pour une période ferme de 18 mois, reconductible expressément deux fois pour une période d'un an.

A titre purement indicatif, la date prévisionnelle de la notification du marché est fixée au 9 septembre 2024. Le délai entre la date de notification du marché et la date de sa prise d'effet est consacré à la mise en place des outils informatiques mentionnés à l'article V.10, à la vérification des *curriculum vitae* dans les conditions fixées à l'article V.3.2, et, le cas échéant, à la visite par France Travail des locaux affectés à l'exécution du marché selon les modalités prévues à l'article V.4.1.3, à la désignation des référents opérationnels et à la tenue des réunions de lancement mentionnées aux articles V.9.2.1 du Contrat et 8 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), à l'émission des premières commandes dans les conditions prévues à l'article V.2.1 et à la validation du script d'appel téléphonique défini à l'article 4.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Les bénéficiaires sont effectivement pris en charge à compter 4 novembre 2024.

Aux fins de reconduction, France Travail se prononce au moins 2 mois calendaires avant l'échéance de la période contractuelle considérée d'exécution du marché, en prenant notamment en compte :

- le taux de retour à l'emploi durable ;
- le ratio entre le nombre de bénéficiaires présents à l'entretien de diagnostic et le nombre de bénéficiaires contactés ;
- le taux de réorientation suite à l'entretien de diagnostic ;
- le taux de bénéficiaires ayant abandonné en cours de prestation ;
- la satisfaction des bénéficiaires mesurée dans les conditions fixées à l'article V.9.1 ;
- le cas échéant, les pénalités appliquées, les mises en demeure adressées et le résultat des plans d'action consécutifs ;
- les résultats du contrôle qualité prévu au premier alinéa de l'article V.9.1.

Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant renoncé à la reconduction. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché. Il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction.

IV. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- le présent Contrat ;
- le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) ;
- le Bordereau des prix ;
- la Proposition technique du Titulaire ;
- la ou les Demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les avenants et les ordres de service le cas échéant notifiés en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

V. - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

V.1. - Actions de formation professionnelle, déclaration d'activité prévue à l'article L. 6351-1 du code du travail et certification qualité

Les prestations objet du marché constituent des actions concourant au développement des compétences, au sens des articles L.6311-1 et L.6313-1 du code du travail. Le Titulaire se conforme en conséquence aux dispositions légales et réglementaires applicables aux actions de formation professionnelle, en particulier les dispositions du Livre III de la sixième Partie du code du travail.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de procéder à la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail auprès du préfet de région territorialement compétent. Dans le cas où, à la date de remise du Dossier de réponse dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, le Titulaire, un membre du groupement d'opérateurs économiques titulaire ou un sous-traitant proposé pour l'exécution du marché, est déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R.6351-6 du code du travail, ce numéro est reporté dans les dispositions particulières du Contrat s'agissant du Titulaire et de chaque membre concerné du groupement et dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, ce sous la forme : « enregistré sous le numéro XX auprès du préfet de région de (à compléter) ».

Le Titulaire est également tenu de disposer de la certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du code du travail.

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1, le Titulaire informe France Travail par tous moyens du refus, de la caducité ou de l'annulation de l'enregistrement prévu à l'article L.6351-1 du code du travail ou de la suspension ou du retrait de la certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du code du travail, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de la date de la décision ou de sa notification.

V.2. - Modalités d'émission et d'exécution des commandes

V.2.1. - Modalités d'émission des commandes

V.2.1.1. - Dispositions générales

Le marché s'exécute par commandes successives, émises par les directions régionales de France Travail selon les besoins, dans la limite du nombre maximum, pour la période contractuelle considérée d'exécution du marché, de bénéficiaires auxquels un entretien de diagnostic doit être proposé. Les commandes interviennent soit après contact du bénéficiaire par le Titulaire, soit sur prescription de France Travail ou auto-inscription du bénéficiaire, dans les conditions décrites aux articles V.2.1.2 et V.2.1.3.

France Travail se réserve le droit d'émettre des commandes à tout moment pendant la durée du marché. La durée d'exécution d'une commande est égale à la durée de la prestation commandée telle que définie au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) à compter de la date, incluse, de l'entretien de diagnostic. Le Titulaire est tenu d'exécuter les commandes dont la durée d'exécution va au-delà du terme du marché dès lors que celles-ci lui ont été notifiées avant l'expiration de cette dernière.

Les échanges nécessaires s'effectuent, au choix du Titulaire, *via* le portail dédié ou les interfaces de programmation applicatives (API) mis à disposition par France Travail dans les conditions mentionnées à l'article V.10. En cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, chaque membre du groupement et chaque sous-traitant recourt au portail dédié ou aux API, pour ce qui le concerne.

V.2.1.2. - Contact du bénéficiaire par le Titulaire

France Travail communique mensuellement au Titulaire une liste de bénéficiaires à contacter. Le Titulaire dispose d'un délai maximum de 30 jours calendaires pour contacter chacun d'eux et convenir du jour et de l'heure de l'entretien de diagnostic au plus tard dans les 12 jours ouvrables suivant le contact téléphonique. Dans les 48 heures ouvrées après le contact téléphonique, le Titulaire complète la demande de rendez-vous s'agissant des date, heure et, s'il se déroule en présentiel, lieu de réalisation de l'entretien de diagnostic, de la date à laquelle a eu lieu le contact téléphonique et, en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, du membre du groupement ou du sous-traitant en charge de l'entretien.

Dans le cas où le bénéficiaire ne répond pas à ses sollicitations, le Titulaire fixe unilatéralement un 1^{er} rendez-vous dans les conditions fixées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

V.2.1.3. - Prescription de France Travail ou auto-inscription du bénéficiaire

France Travail communique également au Titulaire une demande de planification sur la base du nombre prévisionnel de bénéficiaires à accompagner sur une période donnée. Le Titulaire indique, sur toute la période et en nombre suffisant pour couvrir le besoin prévisionnel, les plages horaires disponibles pour l'entretien de diagnostic, en présentiel dans les différents locaux affectés à l'exécution du marché, y compris dans les locaux mis à disposition par France Travail en application de l'article V.4.2, ou à distance. Le calendrier des plages de rendez-vous est établi conformément à cette programmation. L'inscription des bénéficiaires y apparaît au fur et à mesure.

V.2.1.4. - Finalisation de la commande et mentions

Au plus tard un jour franc avant la date de l'entretien de diagnostic, France Travail clôt la « liste des inscrits » comprenant le numéro de marché, la date et l'heure de chaque entretien de diagnostic, les nom et identifiant des bénéficiaires, ainsi que le cas échéant leur numéro de téléphone et adresse électronique, le lieu d'exécution si l'entretien a lieu en présentiel et le numéro de commande. La mise en ligne de la « liste des inscrits » ainsi clôturée vaut commande de la prestation.

V.2.2. - Modalités d'exécution des commandes

Au plus tard le surlendemain (en jours ouvrés) de l'entretien de diagnostic et, le cas échéant, de la présentation de la prestation lorsque le Titulaire a fixé unilatéralement le 1^{er} rendez-vous, le Titulaire saisit, *via* le portail dédié ou l'API et pour chaque bénéficiaire, s'il était présent, absent non excusé ou absent excusé. Le cas échéant, le Titulaire y indique également si le bénéficiaire ne poursuit pas la prestation.

France Travail se réserve le droit d'annuler à tout moment une commande, sous réserve d'en informer le Titulaire avant l'entretien de diagnostic. Cette annulation n'ouvre pas droit au paiement d'indemnités.

Sous cette réserve, chaque commande est impérative. En cas de difficultés prévisibles ou avérées dans l'exécution d'une commande, le Titulaire en avertit l'émetteur par tout moyen et prévient le bénéficiaire. Dans un délai maximum de 4 jours calendaires à compter du moment où il a eu connaissance de ces difficultés, le Titulaire présente par écrit, de manière détaillée et vérifiable, la nature de ces difficultés.

V.3. - Personnels affectés à l'exécution des prestations

V.3.1. - Dispositions générales

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations, y compris, le cas échéant, dans les locaux mis à disposition par France Travail en application de l'article V.4.2, demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché. Les intervenants affectés à l'exécution des prestations relèvent des effectifs du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants déclarés et dont les conditions de paiement ont été agréées par France Travail.

Seuls les référents acceptés dans les conditions fixées à l'article V.3.2 prennent part à l'exécution du marché.

Le Titulaire est informé que les professionnels externes qui, le cas échéant, interviennent de façon ponctuelle sont, de même, sous sa responsabilité exclusive. Leur intervention ne donne lieu à aucun surcoût pour France Travail. Le Titulaire se porte garant du respect par ces professionnels de l'ensemble des obligations du marché.

Sauf maladie, accident de l'intervenant ou absence liée aux obligations des articles L.3141-17 et suivants du code du travail, la réalisation par un même intervenant auprès d'un même bénéficiaire d'au minimum l'entretien de diagnostic, l'entretien de bilan et les contacts individuels constitue une condition déterminante de la bonne fin des prestations.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des intervenants affectés à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article V.7 dans le cas où un entretien n'a pu avoir lieu du fait de l'absence d'un intervenant ou si un intervenant a pris part à l'exécution du marché sans avoir été préalablement accepté par France Travail.

V.3.2. - Acceptation préalable des intervenants

Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché, le Titulaire transmet à France Travail, par courriel à l'adresse communiquée à la notification du marché, les *curriculum vitae* détaillés des intervenants affectés à l'exécution du marché. Ils présentent les compétences exigées à l'article 6.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

France Travail dispose d'un délai maximum de 15 jours calendaires pour vérifier que les intervenants présentent ces compétences et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus d'un intervenant. Le Titulaire est tenu, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de cette notification et sauf si le nombre d'intervenants est suffisant pour, malgré ce refus, répondre à la demande de planification de France Travail, de présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant présentant les compétences exigées.

En cours d'exécution du marché, le Titulaire est également tenu d'informer France Travail de tout nouvel intervenant affecté à l'exécution des prestations, en transmettant par courriel le *curriculum vitae* de ce nouvel intervenant. France Travail dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de sa réception pour vérifier que le nouvel intervenant présente les compétences exigées à l'article 6.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus d'un intervenant. Le Titulaire est tenu, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de cette notification et sauf si le nombre d'intervenants est suffisant pour, malgré ce refus, répondre à la demande de planification de France Travail, de présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant présentant les compétences exigées.

France Travail se réserve la faculté de solliciter par courriel, dûment motivé par des raisons professionnelles ou déontologiques, le remplacement d'un intervenant affecté à l'exécution des prestations, à tout moment pendant l'exécution du marché. Dans un délai maximum de 15 jours

calendaires à compter de la date de réception de la demande, le Titulaire s'engage à proposer un remplaçant présentant les compétences exigées à l'article 6.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). S'il s'agit d'un nouvel intervenant, France Travail dispose d'un délai de 8 jours calendaires pour vérifier que le remplaçant dont le *curriculum vitae* est transmis présente les compétences exigées et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus de l'intervenant. Le Titulaire est tenu, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de cette notification, de présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant présentant les compétences exigées.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

V.3.3. - Engagement d'insertion professionnelle

V.3.3.1 - Définition de l'engagement

Le Titulaire s'engage à conduire une action de promotion de l'emploi et de lutte contre les discriminations pour les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle. Cette action peut bénéficier à toute personne inscrite à France Travail et entrant dans l'une des catégories suivantes :

- demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois en catégorie A, B ou C ;
- allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ;
- bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue à l'article L.5212-13 du code du travail ;
- bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité ;
- jeunes de moins de 26 ans ayant un niveau d'étude inférieur au CAP ou BEP ;
- personnes relevant du dispositif d'insertion par l'activité économique (IAE) ;
- demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- demandeurs d'emploi issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ;
- parents isolés ;
- personnes sans hébergement, hébergées ou ayant un parcours de rue ;
- réfugiés statutaires, protégés subsidiaires ou demandeurs d'asile.

Cette action peut également bénéficier à toute personne inscrite à France Travail rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle particulières, sur avis motivé de France Travail.

Sous peine d'application des pénalités prévues à l'article V.7, le Titulaire réserve à ces personnes le nombre d'heures de travail défini à l'annexe I pour la période ferme d'exécution du marché et, en cas de reconduction, dans la décision de reconduction mentionnée à l'article III.

Pour satisfaire à cet engagement, le Titulaire peut recourir à l'embauche directe, à la mise à disposition de personnel ou à la sous-traitance à une entité du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) ou, préalablement à la remise de son offre dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, à la constitution d'un groupement d'opérateurs économiques avec une telle entité.

En cas de recrutement direct, le Titulaire peut préalablement vérifier auprès de France Travail l'éligibilité de la personne. Plus généralement, le Titulaire peut, pour faciliter la mise en œuvre de cet engagement d'insertion professionnelle, se rapprocher de France Travail ou consulter la plateforme dédiée à l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>.

V.3.3.2. - Modalités de contrôle de l'engagement

Lorsqu'il entend satisfaire à son engagement d'insertion professionnelle en recrutant directement des personnes, le Titulaire déclare en ligne, *via* la plateforme mise à disposition par France Travail, le profil des personnes concernées -en justifiant de leur éligibilité-, leur date d'embauche ou de mise à disposition, le volume horaire individuel réalisé par chaque personne et la description de leurs activités. Le Titulaire communique ainsi :

- au plus tard dans les 15 jours qui suivent chaque recrutement, le profil de chaque personne recrutée. France Travail confirme au Titulaire *via* la plateforme l'éligibilité de la personne ;
- au fur et à mesure de leur réalisation et au plus tard tous les 2 mois, le nombre d'heures d'insertion réalisées par chaque personne directement recrutée et les justificatifs correspondants. Le cas échéant, France Travail informe le Titulaire *via* la plateforme des écarts constatés.

Au plus tard dans les 15 jours qui précèdent la date anniversaire de prise d'effet du marché, le Titulaire vérifie l'exhaustivité des informations saisies.

Le Titulaire transmet également à France Travail :

- tous les 4 mois, une déclaration du nombre d'heures d'insertion professionnelle réalisées par les personnes directement recrutées ainsi que le montant versé aux entités du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) auprès des lesquelles il a recouru à la sous-traitance ou à la mise à disposition de personnes au cours de la période écoulée. Cette déclaration est établie sous la forme d'un fichier Excel transmis par France Travail ;
- annuellement, un mois avant la réunion du comité de pilotage correspondant, un bilan des actions mises en œuvre au titre de son engagement d'insertion professionnelle sur l'année écoulée.

Le Titulaire répond par ailleurs à toute sollicitation de France Travail portant sur son engagement d'insertion professionnelle.

V.4. - Lieux d'exécution des prestations

V.4.1. - Locaux affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations

V.4.1.1. - Localisation, date d'affectation et engagements du Titulaire

Les locaux affectés par le Titulaire à l'exécution du marché, dès sa date de prise d'effet, sont décrits dans sa Proposition technique. Ils se situent sur le territoire des communes, agglomération de communes, de cantons ou d'arrondissements définies à l'annexe I comme constituant des lieux d'intervention obligatoires au titre du marché ou, le cas échéant, sont des locaux additionnels ou des locaux permettant d'intervenir au plus près des besoins des bénéficiaires mentionnés à l'article 6.1 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Le Titulaire reconnaît être informé que le maillage territorial des prestations est une condition déterminante de leur bonne exécution. A peine d'application des pénalités prévues à l'article V.7 et sous réserve des dispositions de l'article V.4.1.4 a) relatives à la suppression de lieux d'intervention obligatoires, le Titulaire est tenu, pendant toute la durée d'exécution du marché, d'affecter et de maintenir affectés des locaux dans l'ensemble des lieux d'intervention obligatoires définis à l'annexe I, ainsi que, le cas échéant, des locaux additionnels dans l'ensemble des communes mentionnées dans sa Proposition technique et les locaux qu'il a décrits dans sa Proposition technique comme permettant d'intervenir au plus près des besoins des bénéficiaires.

Dans le cas où, préalablement à la remise de son offre, il ne disposait pas des locaux proposés pour l'exécution du marché, le Titulaire est engagé par l'indication des lieux d'intervention obligatoires dans lesquels il a mentionné dans sa Proposition technique qu'il louerait, ferait mettre à sa disposition ou prendrait possession à quelque titre que ce soit de locaux aux fins d'exécution du marché. Le cas échéant, le Titulaire est également engagé par l'indication des communes dans lesquelles il a mentionné dans sa Proposition technique qu'il mettait à disposition des locaux additionnels aux fins d'exécution du marché.

Le Titulaire est également engagé par l'indication des conditions d'accessibilité et d'accueil qu'il a décrites dans sa Proposition technique comme devant y être mises en œuvre au profit des bénéficiaires.

Ces informations constituent l'engagement minimum du Titulaire en la matière.

Les locaux que le Titulaire s'est engagé dans sa Proposition technique à louer, faire mettre à sa disposition ou prendre possession à quelque titre que ce soit aux fins d'exécution du marché doivent être effectivement affectés à cette exécution au plus tard le 4 novembre 2024, date de prise d'effet du marché. Sans préjudice des dispositions de l'article V.7 et au plus tard la veille de la date à laquelle les locaux sont effectivement affectés à l'exécution du marché, le Titulaire informe France Travail par courriel de cette date.

V.4.1.2. - Caractéristiques techniques des locaux

Les locaux affectés à l'exécution des prestations satisfont à la législation et à la réglementation en vigueur, notamment en matière de conditions d'hygiène et de sécurité pour l'accueil du public.

Ces locaux sont adaptés, en taille et en capacité, au nombre de bénéficiaires à accompagner au titre du marché. Ils sont appropriés au contenu de la prestation décrite au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et dans la Proposition technique du Titulaire. Ils comportent, selon la démarche méthodologique proposée, des salles de réunion et/ou bureaux de réception individuels, propres à garantir notamment la confidentialité des échanges, ainsi que l'ensemble des matériels mentionnés au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

V.4.1.3. - Visite des locaux du Titulaire

France Travail se réserve le droit, dès la date de notification du marché ou, pour les locaux que le Titulaire s'est engagé dans sa Proposition technique à louer, faire mettre à sa disposition ou prendre possession à quelque titre que ce soit aux fins d'exécution du marché, dès leur affectation effective à l'exécution du marché, ainsi que à tout moment pendant la durée d'exécution du marché, de procéder ou faire procéder par un tiers mandaté par ses soins à la visite des locaux affectés à l'exécution des prestations.

Ces visites ont pour objet de vérifier la conformité des locaux aux prescriptions du Contrat et du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), à la réglementation applicable et aux indications fournies par le Titulaire dans sa Proposition technique ou en cours d'exécution du marché dans les conditions fixées aux articles V.4.1.4 b) et V.4.1.4 c). France Travail n'est pas tenu d'en avertir préalablement le Titulaire.

En cas de constat d'une ou plusieurs non-conformités majeures empêchant la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions habituellement pratiquées par la profession, France Travail adresse au Titulaire, par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postale dûment motivé, une mise en demeure de se conformer à ses obligations. Le Titulaire s'engage, dans un délai maximum d'un mois calendaire à compter de la date de réception de ce courrier à peine d'application des pénalités prévues à l'article V.7, soit faire procéder aux travaux nécessaires à la mise en conformité du local considéré, soit louer, faire mettre à sa

disposition ou prendre possession à quelque titre que ce soit d'un nouveau local présentant une capacité d'accueil, des conditions d'accessibilité et d'accueil au moins équivalentes à celles du local initialement affecté à l'exécution du marché et dans lequel les prestations peuvent immédiatement être exécutées à l'issue de ce délai d'un mois.

Au plus tard à l'issue du délai d'un mois précité, le Titulaire adresse à France Travail, par courriel, un descriptif du nouveau local proposé précisant ses adresse et coordonnées, les conditions d'accessibilité et d'accueil des bénéficiaires, ainsi que, le cas échéant, le nom du membre considéré du groupement ou sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, possesseur à quelque titre que ce soit dudit local. France Travail procède, dans un délai maximum de 8 jours calendaires à compter de la réception du descriptif, à une visite du local.

En cas de travaux et au plus tard à l'issue du délai d'un mois précité, le Titulaire informe France Travail, par courriel, de l'achèvement des travaux. Dans un délai maximum de 8 jours calendaires à compter de cette information, France Travail procède à une visite du local.

En cas de nouveau constat d'une ou plusieurs non-conformités majeures empêchant la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions habituellement pratiquées par la profession, le marché peut être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les conditions fixées à l'article VIII.1.

Les visites par France Travail des locaux affectés par le Titulaire à l'exécution du marché peuvent en outre avoir pour objet de vérifier la conformité des moyens matériels et documentaires affectés à la réalisation des prestations aux prescriptions du présent Contrat et du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), ainsi qu'aux indications fournies par le Titulaire dans sa Proposition technique ou en cours d'exécution du marché dans les conditions fixées aux articles V.4.1.4 b) et V.4.1.4 c). En cas de constat d'une ou plusieurs non-conformités, le Titulaire est redevable des pénalités prévues à l'article V.7. Ces pénalités courent jusqu'au jour où le Titulaire rapporte la preuve, par courriel, de la mise en œuvre des mesures nécessaires pour se conformer à ses obligations.

V.4.1.4. - Modifications en cours d'exécution du marché

V.4.1.4. a) - Suppression d'un lieu d'intervention obligatoire

Au démarrage de chaque période contractuelle d'exécution du marché, le Titulaire peut exiger la suppression d'un lieu d'intervention obligatoire mentionné à l'annexe I dès lors que le nombre de bénéficiaires effectivement accompagnés, dans le ou les locaux correspondant à ce lieu, est strictement inférieur à 450 pour la période ferme et à 300 pour les périodes de reconduction. A peine d'irrecevabilité, le Titulaire formule cette demande dans un délai maximum d'un mois à compter de la reconduction du marché. France Travail dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour vérifier le nombre de bénéficiaires effectivement accompagnés et confirmer au Titulaire la suppression du lieu.

Les bénéficiaires en cours de prestation dans le ou les locaux correspondant au lieu d'intervention obligatoire dont la suppression a été confirmée par France Travail continuent d'y être pris en charge jusqu'au terme de la prestation. France Travail n'est pas autorisé à commander de nouvelles prestations à exécuter dans ce ou ces locaux à compter de la date de la confirmation de la suppression du lieu d'intervention obligatoire.

V.4.1.4. b) - Affectation d'un nouveau local à la demande du Titulaire

En cas d'affectation d'un nouveau local à l'exécution du marché, le Titulaire adresse par courriel à France Travail un descriptif du nouveau local proposé. Il précise ses coordonnées, les conditions d'accessibilité et d'accueil des bénéficiaires, la date à laquelle le local est affecté à l'exécution du marché, ainsi que, le cas échéant, le nom du membre du groupement

d'opérateurs économiques ou sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, possesseur à quelque titre que ce soit dudit local.

Dans tous les cas où le nouveau local est proposé en remplacement d'un autre, les conditions d'accessibilité et d'accueil sont au moins équivalentes à celles présentées par celui initialement affecté à l'exécution du marché.

Ce descriptif est transmis à France Travail au plus tard 15 jours calendaires avant la date prévue pour l'affectation effective du local à l'exécution des prestations. France Travail se réserve la possibilité de procéder à une visite de ce local dans les conditions fixées à l'article V.4.1.3.

V.4.1.4. c) Affectation d'un nouveau local à la demande de France Travail

Dans le cas où, en cours d'exécution du marché, un volume de bénéficiaires apparaît en tout point du champ géographique objet du lot considéré et ne peut être pris en charge dans les lieux d'intervention obligatoires et/ou additionnels et/ou selon les modalités permettant d'intervenir au plus près des besoins des bénéficiaires prévues à l'article 6.1 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), le Titulaire est tenu, sur demande par courriel de France Travail et dans un délai maximum de 45 jours calendaires à compter de la demande, d'y affecter un local à la réalisation des prestations pour une durée minimum de 6 mois. Le volume minimum de bénéficiaires, sur cette durée, est fixé à 150.

Le Titulaire adresse à France Travail, par courriel, un descriptif du nouveau local proposé précisant ses coordonnées, les conditions d'accessibilité et d'accueil des bénéficiaires, la date à laquelle le local est affecté à l'exécution du marché, ainsi que, le cas échéant, le nom du membre du groupement d'opérateurs économiques ou du sous-traitant possesseur à quelque titre que ce soit du lieu.

Ce descriptif est transmis à France Travail au plus tard 3 jours calendaires avant la date prévue pour l'affectation effective du local à l'exécution du marché. Le Titulaire est informé que France Travail se réserve la possibilité de procéder à une visite du local dans les conditions fixées à l'article V.4.1.3.

V.4.2. - Locaux mis à la disposition par France Travail

Le Titulaire est également tenu de mettre en œuvre des prestations dans les locaux mis à sa disposition par France Travail. Les adresses de ces locaux, leurs jours et heures d'ouverture aux bénéficiaires, ainsi que les matériels dont ils sont équipés, sont portés à la connaissance du Titulaire par ordre de service en cours d'exécution du marché. Les prestations exécutées dans ces locaux sont rémunérées de la même manière que celles réalisées dans les autres locaux.

France Travail se réserve la possibilité de faire varier les locaux ainsi mis à disposition en cours d'exécution du marché. A cet effet, il en informe le Titulaire au moins un mois avant la date de suppression d'un local ou de mise à disposition d'un nouveau local. Les bénéficiaires en cours de prestation dans un local dont la suppression a été décidée par France Travail continuent d'y être pris en charge jusqu'au terme de la prestation.

Le personnel affecté à l'exécution des prestations dans les locaux mis à la disposition par France Travail se conforme au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables.

V.5. - Obligations du Titulaire relatives aux bénéficiaires des prestations

V.5.1. - Obligations méthodologiques et de non-discrimination

Au titre du marché, le Titulaire s'engage à :

- prendre toute mesure pour respecter et faire respecter par son personnel les dispositions de l'article L.1132-1 du code du travail en matière de non-discrimination ;

- utiliser une méthodologie en lien direct avec la finalité de la prestation ;
- informer les bénéficiaires de la prestation des objectifs, modalités de mise en œuvre et de suivi de la prestation, ainsi que des modalités d’appréciation de ses résultats ;
- informer les bénéficiaires de la prestation de la transmission à France Travail des éléments nécessaires au suivi de l’exécution de la prestation et à l’appréciation de ses résultats, tels que mentionnés au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Le Titulaire s’engage à informer son personnel de l’existence et de l’importance de ces obligations et se porte fort de leur respect par son personnel.

V.5.2. - Obligation de gratuité à l’égard des bénéficiaires des prestations

A peine de résiliation du marché à ses torts exclusifs sans mise en demeure préalable dans les conditions fixées à l’article VIII.1, le Titulaire s’engage à ne réclamer aux bénéficiaires des prestations aucune contribution en argent ou en nature à quelque titre que ce soit, y compris la mise à disposition de moyens matériels et documentaires.

Le Titulaire s’engage à informer son personnel de l’existence et de l’importance de ces obligations de gratuité et se porte fort de leur respect par son personnel.

V.5.3. - Obligation déontologiques

Le Titulaire garantit France Travail contre une utilisation détournée de la prestation conduisant à orienter les bénéficiaires vers des services payants ou une quelconque acquisition. Dans le cas où, dans le cadre de la prestation, des services payants ou une quelconque acquisition apparaissent nécessaires, le bénéficiaire est clairement informé des conditions financières afférentes et le Titulaire s’engage à ne pas se placer en situation de conflit d’intérêts. Le Titulaire garantit notamment France Travail que les recommandations formulées par les intervenants au cours ou à l’issue de la prestation sont faites en toute indépendance et n’ont pas pour effet de prédéterminer, directement ou indirectement, la structure délivrant la prestation.

Le respect de ses dispositions est susceptible d’être contrôlé dans le cadre du contrôle qualité prévu à l’article V.9.1.

Le Titulaire prend toute disposition à cet effet. Il s’engage à informer son personnel de l’existence et de l’importance de ces obligations déontologiques et se porte fort de leur respect par son personnel.

V.5.4. - Obligations en matière de protection sociale des bénéficiaires

En application des articles L.412-8 11° du code de la sécurité sociale, les bénéficiaires de la prestation sont couverts au titre du risque accident du travail et maladie professionnelle pour les accidents survenant du fait ou à l’occasion de celles-ci. Conformément à l’article D.412-94 du code de la sécurité sociale, le Titulaire informe France Travail, qui effectue les déclarations nécessaires, de la survenance et des circonstances d’un accident intervenu à l’occasion de l’exécution d’une prestation, dans un délai maximum de vingt-quatre heures à compter de l’accident.

V.5.5. - Respect des principes de la République

Le Titulaire s’engage à respecter et faire respecter par son personnel les principes d’égalité des usagers devant le service public, de laïcité et de neutralité du service public. Il prend toute mesure à cet effet et veille en particulier à ce que son personnel s’abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses, traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Le respect de ces dispositions est susceptible d'être contrôlé dans le cadre du contrôle qualité prévu à l'article V.9.1.

V.6. - Clause de progrès liée à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Une démarche d'amélioration continue du bilan carbone des prestations objet du marché est mise en place. Elle porte sur la mesure des émissions de gaz à effet de serre générées dans le cadre de l'exécution du marché et la réduction de celles-ci.

Dans ce cadre, au plus tard avant la fin du 14^{ème} mois suivant la notification du marché, le Titulaire adresse, par courriel, au correspondant achat identifié à la notification du marché un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations objet du marché réalisé selon la méthode issue de la norme ISO 14064 ou équivalent, *a minima* sur les scopes 1 et 2. Ce bilan doit être réalisé de manière précise, le cas échéant *via* un accompagnement *ad hoc*, et non en recourant à un outil générique en ligne. Au vu de ce bilan, et dans le même délai, le Titulaire définit et communique un objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'exécution des prestations.

Dans les 3 mois suivant la réception du bilan et de cet objectif de réduction, le Titulaire propose, en cohérence avec cet objectif, un plan de réduction des émissions. Ce plan peut faire l'objet d'un échange avec le correspondant achats dans le mois suivant sa réception. Passé ce délai, le plan de réduction est mis en œuvre par le Titulaire. Il ne change pas la nature du contrat et ne bouleverse pas l'économie générale du marché.

Le Titulaire est dispensé de ces transmissions si ces éléments ont déjà été communiqués dans la Proposition technique remise dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu et se rapportent effectivement aux prestations objet du marché.

Passée la première année de mise en œuvre du plan de réduction, le Titulaire justifie auprès du correspondant achats de la réalisation des actions prévues dans le plan de réduction, ainsi que de leurs résultats.

En cas de retard dans la transmission des éléments attendus ou de production d'éléments incomplets, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article V.7.

V.7. - Pénalités

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable, redevable :

- en cas de non-respect de l'obligation d'affecter et de maintenir affectés à l'exécution du marché des locaux dans chacun des lieux d'intervention obligatoires, ainsi que -le cas échéant- les locaux additionnels et les locaux permettant d'intervenir au plus près des besoins des bénéficiaires, d'une pénalité de 150 € par jour ouvré et par local, dans la limite de 20 000 € par an ;
- dans le cas où un intervenant a pris part à l'exécution du marché sans avoir été préalablement accepté par France Travail, d'une pénalité de 500 € par intervenant ;
- en cas de non tenue d'un entretien du fait de l'absence d'un intervenant, d'une pénalité de 50 € par entretien ;
- en cas de non-respect du délai imparti pour saisir sur la « liste des inscrits » les informations mentionnées au premier alinéa de l'article V.2.2, d'une pénalité de 10 € par non-retour ou retour incomplet et par jour ouvré de retard ;
- en cas de non-respect du délai de transmission d'un livrable dûment complété, d'une pénalité de 20 € par livrable et par jour ouvré de retard ;

- en cas de non-respect de ses obligations en matière de moyens matériels et documentaires dans les conditions prévues à l'article V.4.1.3, d'une pénalité de 50 € par jour ouvré et par local ;
- en cas de non-respect de ses obligations en matière de sensibilisation des intervenants à l'accessibilité telles que définies à l'article 7.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), d'une pénalité de 50 € par intervenant ;
- en cas de non-respect de l'obligation de fournir un nombre suffisant de plages de rendez-vous compte tenu des besoins exprimés dans les conditions définies à l'article V.2.1.3, d'une pénalité de 500 € par demande ;
- en cas d'absence de traitement dans sa totalité, 30 jours après son envoi, de la liste mensuelle de bénéficiaires à contacter prévue à l'article V.2.1.2, d'une pénalité de 20 € par bénéficiaire non contacté dans la limite de 20 000 € par an ;
- en cas de non-respect du délai de 21 jours prévu à l'article 4.2 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) pour la transmission du script d'appel téléphonique, d'une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard ;
- en cas de non-respect du nombre annuel d'heures de travail correspondant à l'engagement d'insertion professionnelle mentionné à l'article V.3.3.1 ou en l'absence de transmission des documents mentionnés à l'article V.3.3.2, d'une pénalité de 35 € par heure d'insertion non réalisée ou non justifiée ;
- en cas de retard dans la transmission d'un élément exigé en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre en application de l'article V.6, d'une pénalité de 20 € par jour ouvré de retard ;
- en cas de non-respect de l'obligation d'informer France Travail de tout contentieux entre le Titulaire et l'administration fiscale mettant en cause le régime fiscal des prestations conformément à l'article VI.1, d'une pénalité de 5 000 € par contentieux.

Les pénalités sont réglées par le Titulaire dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de France Travail. A défaut, les pénalités réclamées sont payées à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'au complet paiement de la pénalité. En cas de groupement d'opérateurs économiques (ou de sous-traitance), seul le mandataire (ou le Titulaire en cas de sous-traitance) est redevable vis-à-vis de France Travail du paiement des pénalités.

Lorsque le montant des pénalités dépasse 30 000 €, France Travail se réserve le droit de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article VIII.1.

L'application des pénalités ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Sous cette réserve, les pénalités sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

V.8. - Réception des livrables et pièces, vérification et admission des prestations

Le livrable et les autres pièces justificatives de paiement sont transmis *via* les outils informatiques mentionnés à l'article V.10.

A peine d'application des pénalités mentionnées à l'article V.7, le livrable est transmis au plus tôt après l'entretien de bilan si la prestation se poursuit jusqu'à son terme. Il est transmis dans un délai maximum de 10 jours ouvrés à compter de la constatation d'un abandon, y compris si l'abandon résulte d'une reprise d'emploi au cours de la prestation.

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité du livrable aux spécifications du marché. Dans un premier temps, les opérations de vérification visent à s'assurer de la transmission effective et de la complétude du livrable. Le Titulaire est informé qu'en aucun cas il ne sera invité à compléter sa transmission.

Dans un second temps, les opérations de vérification visent à s'assurer que le livrable transmis démontre l'exécution de la prestation conformément aux spécifications du marché et présente le degré de qualité attendu. France Travail dispose d'un délai de 90 jours calendaires à compter de la date de fin prévue de la prestation, soit 3 mois après l'entretien de diagnostic. Dans le cas où il est constaté que le degré de qualité attendu n'est pas atteint ou une exécution incorrecte des prestations par rapport aux spécifications du marché, France Travail prononce soit une décision d'admission avec réfaction, soit une décision de rejet si la non qualité est telle qu'elle équivaut à une absence de livrable. Le montant de la réfaction est fixé forfaitairement à 60% du prix unitaire par bénéficiaire mentionné à l'article VI.2.2.

Les décisions de rejet ou d'admission avec réfaction sont notifiées au Titulaire et donnent lieu à l'établissement d'un avoir.

Le silence gardé par France Travail dans le délai précité de 90 jours vaut admission du livrable.

V.9. - Contrôle qualité des prestations et suivi du marché

V.9.1. - Contrôle qualité des prestations

Le contrôle qualité des prestations vise à s'assurer de leur réalisation conformément aux dispositions du marché, de leur performance et de la satisfaction des bénéficiaires concernant les modalités de réalisation des prestations. Il est mis en œuvre par France Travail sur la base :

- des visites des locaux prévues à l'article V.4.1.3 ;
- de la vérification des prestations prévue à l'article V.8 ;
- d'enquêtes de satisfaction réalisées auprès des bénéficiaires par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins ;
- d'une analyse et d'un suivi des réclamations le cas échéant adressées à France Travail par des bénéficiaires ;
- de contrôles sur place opérés par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins et susceptibles de porter sur tout élément concourant à la réalisation des prestations et ce, sans que le Titulaire n'en soit obligatoirement préalablement averti. Le Titulaire est informé que France Travail (ou le tiers mandaté par ses soins) se réserve la possibilité d'assister à des entretiens ;
- d'audits sur place réalisés par France Travail portant sur les procédures et critères de recrutement des intervenants, le dispositif interne de contrôle de conformité et de prévention de la lutte contre la fraude mentionné à l'article VII.3 et, le cas échéant, le pilotage de l'activité des membres du groupement d'opérateurs économiques et/ou des sous-traitants.

Il s'appuie par ailleurs sur les indicateurs suivants établis par France Travail :

- ratio entre le nombre d'entretiens de diagnostic fixés sans contact préalable avec le bénéficiaire et le nombre total de bénéficiaires à contacter ;
- ratio entre le nombre de bénéficiaires présents à l'entretien de diagnostic et le nombre de bénéficiaires contactés ;
- taux de demandes de rendez-vous clôturées sans suite, dont taux de demandes de rendez-vous clôturées automatiquement après 60 jours ;
- taux de poursuite de la prestation après l'entretien de diagnostic (nombre de bénéficiaires poursuivant la prestation / nombre de bénéficiaires présents à l'entretien de diagnostic) ;
- taux de réorientation suite à l'entretien de diagnostic et services de France Travail préconisés ;
- taux de réorientation en cours de prestation et services de France Travail préconisés ;
- taux de bénéficiaires ayant abandonné en cours de prestation ;

- taux de contacts en horaires élargis (nombre de contacts en horaires élargis / nombre total de contacts) ;
- taux de satisfaction des bénéficiaires ;
- nombre de réclamations des bénéficiaires potentiels et adhérents à la prestation.

V.9.2. - Suivi du marché

Les décisions de reconduction du marché, ordres de service, avenants, application de pénalités, actes relatifs à sa résiliation et recours relèvent de la compétence du directeur général de France Travail ou de son délégataire, de même que les comités de pilotage organisés au niveau national conformément au V.9.2.2. Le marché est, pour le reste, exécuté par la direction régionale concernée de France Travail, y compris le cas échéant les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Une réunion de lancement du marché, réunissant les représentants du Titulaire et de France Travail, est organisée par la direction générale de France Travail dans les jours suivant la notification du marché. Cette réunion a pour objectif de fixer les modalités opérationnelles de lancement du marché et d'exécution des prestations. Le représentant du Titulaire y est accompagné des personnes ayant la connaissance technique et/ou chargées de l'exécution opérationnelle des prestations.

V.9.2.1. - Référent opérationnel

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le Titulaire désigne un référent opérationnel concernant le suivi de l'exécution des prestations, la préparation et l'animation des comités prévus aux articles V.9.2.2 et V.9.2.3. Il est l'interlocuteur du référent opérationnel également désigné par France Travail dans le même délai. En cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, un référent opérationnel est également désigné par chaque membre du groupement ou sous-traitant.

V.9.2.2. - Comité de pilotage

Une gouvernance est mise en place au niveau national ayant pour objet l'analyse de l'exécution du marché et, le cas échéant, la mise en œuvre de plans d'actions correctifs partagés.

Dans ce cadre, au minimum un comité de pilotage est organisé par an, sur demande de France Travail ou du Titulaire. Dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement décide de sa représentation au comité de pilotage et peut être accompagné d'un ou plusieurs autres membres du groupement. En cas de sous-traitance, le Titulaire peut également être accompagné du ou des sous-traitants.

Le comité de pilotage permet le suivi du marché sur le plan quantitatif, qualitatif, administratif et financier et porte notamment sur :

- la bonne exécution du marché, en particulier :
 - le respect des dispositions du marché, y compris les dispositions applicables aux locaux et moyens matériels et humains ;
 - le suivi (qualitatif et quantitatif) des prescriptions, en particulier le respect des dispositions du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) relatives au public concerné ;
 - la gestion administrative et financière du marché, notamment la programmation des entretiens ;
 - la mise en œuvre de l'engagement d'insertion professionnelle prévu à l'article V.3.3 ;
 - l'étude du bilan des émissions de gaz à effet de serre prévu à l'article V.6 ;
 - le cas échéant, les difficultés de toute nature rencontrées dans l'exécution du marché ;

- le contrôle qualité des prestations dans les conditions mentionnées à l'article V.9.1, y compris le suivi des indicateurs énumérés à ce même article.

Chaque comité de pilotage donne lieu à un relevé de décision, rédigé par France Travail.

V.9.2.3. - Comité opérationnel

Une gouvernance est mise en place au niveau régional ayant pour objet l'analyse de l'exécution du marché et, le cas échéant, la mise en œuvre de plans d'actions correctifs partagés.

Dans ce cadre, au minimum un comité opérationnel, associant des représentants des agences de France Travail (membres des équipes locales de direction et/ou référents opérationnels), est organisé par an, à l'échelle, au choix de France Travail, d'une agence, d'un groupe d'agences ou d'une direction territoriale de France Travail, selon les modalités arrêtées conjointement entre France Travail et le Titulaire dans un délai de 6 mois suivant la notification du marché.

Le comité opérationnel porte sur le suivi qualitatif des prescriptions, en particulier le respect des dispositions du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Il peut en outre avoir pour objet l'échange de bonnes pratiques, notamment d'actions ou d'outils mis en œuvre par France Travail ou le Titulaire, ainsi qu'un partage d'informations sur l'accompagnement d'un bénéficiaire déterminé, dans le respect des dispositions de l'article VII.6.

Chaque comité opérationnel donne lieu à un relevé de décision.

V.10. - Outils informatiques dédiés à la gestion du marché

France Travail met à la disposition du Titulaire, pour la gestion du marché, les outils informatiques suivants :

- le portail Prest@ppli utilisé pour gérer les demandes de rendez-vous adressées par France Travail, la « liste des inscrits », le suivi de la présence des bénéficiaires et des résultats de la prestation, la transmission des livrables et, le cas échéant, des autres pièces justificatives permettant le paiement de la prestation ;
- des interfaces de programmation applicatives (API) permettant de réaliser ces mêmes opérations. Les modalités d'utilisation de ces API sont précisées lors de la réunion de lancement mentionnée à l'article V.9.2.

Le Titulaire est en particulier tenu de saisir directement dans l'outil informatique de son choix les informations suivantes :

- pour chaque commande, la présence du bénéficiaire, son absence excusée ou son absence non excusée (choix dans une liste), sa réorientation à l'issue de l'entretien de diagnostic ;
- pour chaque bénéficiaire présent, la date de l'entretien de bilan (choix dans une liste) et, en cas d'abandon, la date et le motif de l'abandon (choix dans une liste).

Sauf indisponibilité des systèmes d'information, le Titulaire utilise ces outils informatiques pour la gestion du marché. Le prérequis technique est le suivant : une connexion internet avec un navigateur Explorer 7 ou plus, Chrome ou Firefox 10 ou plus.

Le Titulaire est tenu de participer aux modules de présentation du portail et/ou des API et de conclure, à titre gratuit, le contrat d'adhésion détaillant les conditions d'accès et d'utilisation du portail et/ou la ou les conventions d'échange de données spécifiques à chaque API.

V.11. - Modification du marché

V.11.1. - Modification par ordre de service

Le Titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés dans le cadre de l'exécution du marché. Ceux-ci sont exécutoires sans autres formalités dès leur notification et ne peuvent donner lieu à modification des prix. Notamment, 3 mois après la date de prise d'effet du marché, France Travail se réserve la possibilité de verser une prime de 180 € en cas de reprise d'emploi, dans les conditions fixées à l'article VI.2.1, d'un bénéficiaire répondant au moins à l'une des 4 conditions suivantes :

- n'avoir aucune formation ou une formation de niveau collège ;
- résider en quartier prioritaire de la ville (QPV) ou en zone de revitalisation rurale (ZRR) et avoir une formation de niveau CAP/BEP ;
- être âgé de plus de 55 ans ;
- bénéficier de l'obligation d'emploi (BOE).

Les bénéficiaires concernés sont ceux que France Travail identifie comme « public spécifique » dans la liste des inscrits prévue à l'article V.2.1.4. Ils représentent jusqu'à 30% environ du nombre total de ces inscrits. Cette prime est versée dans les mêmes conditions que le prix unitaire défini au Bordereau des prix.

France Travail se réserve également la possibilité, à tout moment pendant la durée du marché, de demander au Titulaire, sans impact financier pour lui :

- d'intégrer une solution d'émargement électronique des bénéficiaires mise à disposition par France Travail ;
- d'utiliser les outils de France Travail mis à disposition du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché ;
- d'exécuter les prestations au bénéfice de publics pris en charge par d'autres opérateurs participant au service public de l'emploi ;
- de mettre en œuvre son engagement d'insertion professionnelle auprès d'autres personnes que celles identifiées à l'article V.3.3.1.

V.11.2. - Modification par avenant

France Travail peut enfin, à tout moment pendant la durée du marché, demander au Titulaire, avec un impact financier éventuel à la hausse ou à la baisse, des modifications portant sur :

- le livrable avec l'ajout, la suppression ou la modification d'un ou plusieurs contenus ;
- la détermination d'une somme forfaitaire visant à la prise en charge partielle des frais immobiliers liés à la demande de France Travail d'affecter un local à l'exécution du marché alors que le volume minimum de 150 bénéficiaires devant y être pris en charge n'est pas atteint ;
- l'augmentation du nombre maximum de bénéficiaires auxquels un entretien de diagnostic doit être proposé, dans l'hypothèse où les prestations viendraient à être exécutées au bénéfice de publics pris en charge par d'autres opérateurs participant au service public de l'emploi.

VI. - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

VI.1. - Régime fiscal des prestations et intervention volontaire de France Travail en cas de contentieux avec l'administration fiscale

Les prestations sont susceptibles d'une exonération de TVA sur le fondement de l'article 261.4.4^a) du code général des impôts si le Titulaire remplit les conditions définies aux articles 202 A et 202 B de l'annexe II du même code.

Le Titulaire est informé que, dès lors qu'elles exécutent des prestations dans le cadre d'un marché, les personnes morales de droit public et les associations sont réputées le faire aux

mêmes conditions que les entreprises commerciales. Elles sont en conséquence exclues du bénéfice des articles 256B et 261.7 du code général des impôts et ne peuvent se prévaloir d'un non-assujettissement à la TVA du fait de leur statut juridique.

En cas de contentieux entre le Titulaire et l'administration fiscale mettant en cause le régime fiscal des prestations, en particulier la possibilité d'une exonération de TVA sur le fondement de l'article 261.4.4^a) du code général des impôts, le Titulaire s'engage à en informer sans délai France Travail afin que, le cas échéant, celui-ci puisse intervenir volontairement à l'instance ou être mis dans la cause par la juridiction saisie et faire valoir en tant que de besoin ses observations écrites et/ou orales. Le non-respect de cette obligation est sanctionné d'une pénalité de 5 000 € conformément aux dispositions de l'article V.7. Elle est due y compris si France Travail a connaissance de l'instance ou de la décision rendue postérieurement à l'échéance du marché.

VI.2. - Forme, contenu des prix et modalités de paiement

Le marché est conclu, en cas de reprise d'emploi du bénéficiaire, au prix unitaire par bénéficiaire défini au Bordereau des prix et, en l'absence de reprise d'emploi, selon les modalités prévues à l'article VI.2.2. Ces éléments, ainsi que le cas échéant la prime mentionnée à l'article V.11.1, composent le prix global et incitatif rémunérant l'ensemble de la prestation.

Dans le cas où le Titulaire ne bénéficie pas de l'exonération de TVA prévue à l'article 261.4.4^a) du code général des impôts, ces prix incluent la TVA applicable. La TVA est appliquée au taux légal au jour du fait générateur.

Ces prix sont réputés complets. Ils rémunèrent l'ensemble des charges frappant la prestation, notamment : les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris : les frais de déplacement et de repas des intervenants, frais d'acquisition de matériels, documentation et supports, frais de reproduction des supports ; la participation des intervenants aux modules de présentation des outils informatiques mentionnés à l'article V.10 ; les frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination en cas de groupement d'opérateurs économiques.

VI.2.1. - Prix unitaire par bénéficiaire en cas de reprise d'emploi

En cas de reprise d'emploi du bénéficiaire, le prix unitaire défini au Bordereau des prix s'applique. La somme de 160 € prévue à l'article VI.2.2 s'ajoute. Cette somme est versée sur production du livrable « charte d'adhésion-bilan » complété dans toutes ses parties si la prestation a été menée jusqu'à son terme (dans sa partie relative à l'entretien de diagnostic dans les autres cas), accompagné de la feuille d'émargement.

On entend par reprise d'emploi, une reprise d'emploi en contrat à durée indéterminé (ou CDI intérimaire) ou en contrat à durée déterminée (ou un contrat de mission) de 6 mois minimum. Une succession sans interruption de contrats à durée déterminée ou contrats de mission d'un mois minimum ou des avenants ayant pour effet de prolonger la durée du contrat initial au-delà de 6 mois sont pris en compte. De plus, le contrat doit être à temps plein ou à temps partiel supérieur à 78 heures par mois.

Pour ouvrir droit au paiement, la reprise d'emploi doit intervenir au plus tôt le lendemain de l'entretien de diagnostic et au plus tard dans un délai de 3 mois calendaires à compter de cet entretien ou dans un délai de 5 mois calendaires à compter de cet entretien si la prestation est suivie jusqu'à son terme.

Le prix unitaire défini au Bordereau des prix est payé selon les modalités suivantes : sur la base des données de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) et de la déclaration sociale nominative (DSN), France Travail vérifie, jusqu'à la fin du 5^{ème} mois calendaire à compter de l'entretien de diagnostic pour les prestations menées à leur terme et jusqu'à la fin du 3^{ème} mois

calendaire en cas d'abandon, la reprise d'emploi de l'ensemble des bénéficiaires ayant suivi cet entretien au cours d'un même mois calendaire. Les résultats consolidés de la reprise d'emploi de la cohorte considérée sont communiqués au Titulaire pour établissement d'une facture mensuelle. La somme de 160 € prévue à l'article VI.2.2 peut-être facturée dès la fin du 3^{ème} mois suivant l'entretien de diagnostic, dans le cadre d'une facture par bénéficiaire, lorsque la prestation a été menée à son terme. Elle est facturée dès l'information de la reprise d'emploi par France Travail, dans le cadre de la facturation mensuelle, lorsque le bénéficiaire a repris un emploi avant le terme de la prestation.

Le Titulaire, en particulier pour les reprises d'emploi dans des établissements non soumis à la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) et à la déclaration sociale nominative (DSN), a la possibilité de transmettre une facture pour un unique bénéficiaire ayant repris un emploi, en joignant la pièce justifiant de la reprise d'emploi (copie du contrat de travail ou attestation de l'employeur). En cas d'attestation de l'employeur, celle-ci est revêtue du cachet de l'entreprise, datée et signée par une personne ayant compétence à cet effet et comporte *a minima* les mentions suivantes : nom et prénom du bénéficiaire ; raison ou dénomination sociale de l'entreprise, numéro SIRET et adresse complète ; date d'embauche ; forme, durée du contrat et durée du temps de travail.

VI.2.2. - Prix unitaires par bénéficiaire en l'absence de reprise d'emploi

En l'absence de reprise d'emploi du bénéficiaire, la rémunération du Titulaire est la suivante :

- soit 40 € lorsque la réalisation de l'entretien de diagnostic se conclut par sa réorientation vers les services de France Travail ou en cas d'abandon du bénéficiaire avant l'entretien de bilan sans qu'il ait repris un emploi, sur production du livrable « charte d'adhésion-bilan » renseigné dans sa partie relative à l'entretien de diagnostic, accompagné de la feuille d'émargement ;
- soit 160 € en cas de suivi de la prestation jusqu'à son terme sur production du livrable « charte d'adhésion-bilan » complété dans toutes ses parties, accompagné de la feuille d'émargement.

Ces sommes sont payées à l'issue du 3^{ème} mois suivant l'entretien de diagnostic.

Pour tout échange ou entretien dématérialisé dans les conditions mentionnées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), la participation du bénéficiaire à chaque entretien est prouvée par un courriel ou un SMS du bénéficiaire au Titulaire sur lequel apparaissent les nom, prénom, identifiant et adresse électronique du bénéficiaire.

Le Titulaire reconnaît être informé que France Travail ne lui est redevable d'aucune indemnité dans le cas où : (i) il ne parvient pas à établir un contact téléphonique avec le bénéficiaire pour lequel une commande a été émise pour la programmation de l'entretien de diagnostic ; (ii) la demande de rendez-vous est clôturée sans suite pour un motif légitime défini au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) ; (iii) le bénéficiaire refuse la programmation de cet entretien ou ne réalise pas cet entretien.

VI.2.3. - Révision du prix unitaire

VI.2.3.1. - Révision du prix unitaire défini au Bordereau des prix

Le prix unitaire défini au Bordereau des prix fait l'objet, sur demande de France Travail ou du Titulaire, d'une révision afin de tenir compte notamment de la variation de la conjoncture économique et des évolutions de la politique de l'emploi.

A cette fin, à l'issue de la première année d'exécution du marché, France Travail observe le taux de retour à l'emploi des bénéficiaires du lot concerné ayant réalisé l'entretien de diagnostic depuis plus de 5 mois. Ce taux de retour à l'emploi est comparé au taux cible de retour à

l'emploi indiqué en annexe I au Contrat. Si la variation, tronquée à l'unité, est strictement supérieure, à la hausse comme à la baisse, à 5 points, alors le prix unitaire défini au Bordereau des prix est révisé selon la formule $P_1 = [C \times (P_o \times TR_1 + 82) - 82] / TR_1$, dans laquelle :

- P_o = prix unitaire figurant au Bordereau des prix ;
- P_1 = prix révisé ;
- TR_1 = taux de retour à l'emploi observé à l'issue des 12 mois écoulés ;
- C = coefficient de correction défini dans le tableau ci-dessous en fonction de la variation, tronquée à l'unité, du taux de retour à l'emploi.

Variation du taux de retour à l'emploi observé	Coefficient C
En cas de baisse du taux de retour à emploi	
15 points et au-delà	1,40
14 points	1,36
13 points	1,32
12 points	1,28
11 points	1,24
10 points	1,20
9 points	1,16
8 points	1,12
7 points	1,08
6 points	1,04
5 points	1,02
En cas de hausse du taux de retour à emploi	
5 points	0,98
6 points	0,97
7 points	0,96
8 points	0,95
9 points	0,94
10 points	0,93
11 points	0,92
12 points	0,91
13 points	0,9
14 points	0,89
15 points	0,88
16 points	0,87
17 points	0,85
18 points	0,84
19 points	0,83
20 points et au-delà	0,81

Le prix révisé s'applique aux commandes émises à compter de la date de révision jusqu'au terme de la période contractuelle considérée d'exécution du marché.

En cas de reconduction, le prix unitaire défini au Bordereau des prix est révisable dans les mêmes conditions, en observant le taux de retour à l'emploi de l'ensemble des bénéficiaires ayant réalisés l'entretien de diagnostic depuis plus de 5 mois au cours de l'année écoulée.

VI.2.3.2. - Révision des prix unitaires par bénéficiaire en l'absence de reprise d'emploi

A la demande du Titulaire, les sommes de 40 € et 160 € prévues au VI.2.2 sont révisables annuellement à compter de la date de prise d'effet du marché par application de la formule $P = P_o \times (0,2 + 0,65 \times S/S_o + 0,15 \times T/T_o)$, dans laquelle :

- P = prix révisé ;
- P_o = prix figurant à l'article VI.2.2 ;
- S = dernier indice SYNTEC REVISE connu le mois qui précède la date de révision, publié par la Fédération Syntec ;
- S_o = indice SYNTEC REVISE du mois de la publication de la procédure de mise en concurrence, publié par la Fédération Syntec ;
- T = dernier indice des loyers commerciaux (ILC) connu le mois qui précède la date de révision, publié par l'INSEE ;
- T_o = indice des loyers commerciaux (ILC) du mois de la publication de la procédure de mise en concurrence, publié par l'INSEE.

Pour demander la révision des prix, le Titulaire communique les nouveaux prix unitaires au directeur des achats et marchés de France Travail, au moins 2 mois avant la date prévue pour la révision des prix, par tout moyen permettant de justifier de la date de sa réception. Le directeur des achats et marchés valide la demande de révision des prix dans le mois suivant. En l'absence de réponse dans ce délai, la demande est réputée acceptée.

En cas de rejet de la demande, le Titulaire a la possibilité de présenter, dans un délai de 8 jours calendaires, de nouveaux prix unitaires tenant compte des observations formulées.

Seuls les prix révisés validés par France Travail peuvent être pris en compte.

Les prix révisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date de révision des prix.

VI.3. - Modalités de facturation

L'exécution des prestations donne lieu à l'établissement, s'agissant du prix unitaire défini au Bordereau des prix, d'une facture mensuelle (ou par bénéficiaire pour les reprises d'emploi dans des établissements non soumis à la déclaration préalable à l'embauche et à la déclaration sociale nominative) dans les conditions décrites à l'article VI.2.1 et, s'agissant des sommes prévues à l'article VI.2.2, dans le cadre de la facturation mensuelle dans les conditions décrites à l'article VI.2.1 ou d'une facture par bénéficiaire.

En application des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont libellées à l'ordre de France Travail et portent *a minima* les mentions suivantes :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du membre du groupement ayant exécuté la prestation ;
- son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de la commande par bénéficiaire ou de la commande mensuelle ;
- les dates de début et de fin de la prestation ;
- en cas de reprise d'emploi, le nombre de bénéficiaires ayant repris un emploi au cours du mois calendaire considéré et le prix unitaire défini au Bordereau des prix par bénéficiaire ;

- en l’absence de reprise d’emploi, le prix unitaire par bénéficiaire dont le paiement est demandé ;
- la mention de l’article 261.4.4^a) du code général des impôts justifiant de l’exonération de TVA ou le taux et le montant de la TVA applicable ;
- le montant total net de taxes ou TTC à régler ;
- les coordonnées du compte sur lequel les sommes sont à verser.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail en tenant compte notamment des pénalités et réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture à la condition que les pièces justificatives du paiement du prix aient été préalablement adressées à France Travail. Dans le cas contraire, le délai de 30 jours court à compter de la réception du dernier document. Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d’intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de groupement d’opérateurs économiques, les factures sont émises par chaque membre du groupement pour ce qui le concerne et visées par le mandataire qui atteste de la conformité des factures aux stipulations du marché. Elles sont payées au membre du groupement considéré. En cas de sous-traitance, les articles R.2193-10 à R.2193-15 du code de la commande publique s’appliquent.

En cas de changement de coordonnées bancaires, le Titulaire en informe France Travail par courrier auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

Le Titulaire s’engage à ne pas refacturer auprès d’un tiers les prestations commandées et payées par France Travail.

VII. - DISPOSITIONS DIVERSES

VII.1. - Dispositions applicables aux groupements d’opérateurs économiques

VII.1.1. - Généralités

Dans le cas où le Titulaire est un groupement d’opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d’un groupement solidaire ou d’un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l’issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d’un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l’exécution du marché de l’ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l’égard de France Travail. La répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique D des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire, désigné à la rubrique A des Dispositions particulières du Contrat, représente l’ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d’exécution du marché. A l’exception de l’émission des commandes et de la facturation des prestations, le mandataire du groupement est l’interlocuteur exclusif de France Travail pour l’exécution du marché. Toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire qui fait son affaire de l’information des autres membres du groupement ou du mandataire à France Travail. A ce titre

également, le mandataire est réputé habilité par les autres membres du groupement à signer tout avenant au marché, quel que soit son objet.

A première demande de France Travail, le mandataire transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail. Elle ne constitue pas une pièce du marché.

VII.1.2. - Défaillance d'un membre d'un groupement

Le Titulaire dispose d'un délai maximum de 3 jours calendaires à compter de la date à laquelle il a connaissance de la défaillance d'un membre du groupement pour informer France Travail de cette défaillance et de son motif.

En cas de défaillance en cours d'exécution du marché, en ce compris les manquements aux obligations contractuelles, le mandataire a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les conditions définies à l'article VII.2 ou la substitution au membre défaillant d'un autre opérateur économique disposant des niveaux minimums de capacité économique et financière, technique et professionnelle requis pour l'exécution des prestations. Dans ce dernier cas, le mandataire transmet à France Travail, par courrier recommandé avec avis de réception postale, une demande de substitution du membre défaillant, indiquant les raisons ou dénomination sociale, adresse et coordonnées complètes du membre proposé en substitution. Sont jointes, datées et signées par un représentant du membre proposé en substitution ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le membre proposé en substitution ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et une déclaration relative à sa capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le marché¹, ainsi que, dans le cas où le membre proposé en substitution est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les opérateurs économiques régis par un droit autre que le droit français, la copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché restant à courir, périodes de reconduction comprises. France Travail dispose d'un délai maximum de trois semaines calendaires pour faire connaître sa décision d'acceptation du membre proposé en substitution. L'acceptation prend la forme d'un avenant de transfert du marché, du groupement Titulaire initial au nouveau groupement ainsi constitué. Le groupement Titulaire reconnaît être informé que l'opérateur économique proposé en substitution n'est pas autorisé à exécuter des prestations avant que l'avenant de transfert ne soit notifié au Titulaire.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire, telle que remise dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, assume les fonctions de mandataire. Les dispositions du présent alinéa ne font pas obstacle à, le cas échéant, la substitution d'un nouvel opérateur économique au mandataire défaillant dans les conditions définies au présent article, soit en qualité de membre non mandataire du groupement, soit en qualité de mandataire. Dans ce dernier cas, le membre

¹ Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le membre proposé en substitution sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le membre proposé en substitution est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont Pôle emploi, devenu France Travail, a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du membre proposé en substitution qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire assume les fonctions de mandataire jusqu'à la notification de l'avenant de transfert.

VII.2. - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

Dans le cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail par courrier recommandé avec avis de réception postale (ou lui remet contre récépissé) une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant les autres périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance.

Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées². Le Titulaire reconnaît être informé que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant 21 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter des prestations avant son acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

Le Titulaire transmet à France Travail une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants, en application de l'article 1^{er}-II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail. Il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

VII.3. - Lutte contre la fraude et dispositif de contrôle

Le Titulaire est garant de la véracité des informations portées sur les livrables et de l'authenticité des pièces justificatives transmis dans le cadre de l'exécution du marché. Il s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de cette obligation et se porte fort du respect de

² Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont Pôle emploi, devenu France Travail, a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

cette obligation par son personnel. Le dispositif interne de contrôle de conformité et de prévention et de lutte contre la fraude dont il dispose peut être audité par France Travail à tout moment, notamment dans le cadre de contrôles sur place opérés par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins à cet effet et dont le Titulaire n'est pas obligatoirement préalablement averti. Le Titulaire reconnaît être informé que, dans le cadre de la mise en œuvre de son propre dispositif de prévention et de lutte contre la fraude, France Travail est susceptible de solliciter des informations et vérifications complémentaires du Titulaire.

VII.4. - Assurances

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché, par des tiers, y compris les bénéficiaires des prestations et y compris lorsque les prestations sont réalisées dans des locaux mis à sa disposition par France Travail. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. A première demande de France Travail, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

VII.5. - Propriété intellectuelle

Le Titulaire demeure propriétaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les éléments de toute nature, notamment les outils, méthodes et savoir-faire, ainsi que la documentation, utilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que ces éléments aient été mis au point ou développés antérieurement ou au cours de l'exécution du marché.

Sauf accord préalable écrit du Titulaire, France Travail ne dispose d'aucun droit de représentation, reproduction, adaptation ou traduction des éléments sur lesquels le Titulaire détient des droits de propriété intellectuelle ou faisant état des savoir-faire, méthodes et connaissances appartenant au Titulaire.

Le Titulaire garantit France Travail de toute revendication de tiers relative à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances respectifs, à l'occasion de l'exécution du marché. A première manifestation de la revendication d'un tiers, le Titulaire prend les mesures propres à faire cesser le trouble et prêle assistance à France Travail, notamment en communiquant les éléments de preuve ou documents utiles qu'il détient ou peut obtenir. Dans un délai maximum de 8 jours calendaires à compter de sa notification, France Travail informe le Titulaire de toute requête ou assignation fondée sur les droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances du Titulaire, à l'occasion de l'exécution du marché, en lui communiquant le texte de la requête ou assignation, et l'appelle à la cause en lui réservant la possibilité de soulever tout moyen utile à sa défense.

VII.6. - Protection des données personnelles

VII.6.1. - Traitement de données personnelles mis en œuvre en qualité de sous-traitant

VII.6.1.1. - Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de France Travail, en qualité de sous-traitant au sens du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à informatique, aux fichiers et

aux libertés, les données personnelles nécessaires à l'exécution du marché pour les finalités et aux conditions décrites au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont communiquées à France Travail à la notification du marché. Le délégué à la protection des données de France Travail peut être contacté par courriel à contact-dpd@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1avenue du docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Sauf accord préalable exprès de France Travail et à peine de résiliation à ses torts exclusifs, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de France Travail, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

VII.6.1.2. - Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement France Travail ;
- garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché ;
- le cas échéant, aider France Travail dans la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données (RGPD) ;
- mettre à disposition de France Travail l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place, par France Travail, un organisme mandaté par ses soins à cet effet ou toute autorité de contrôle à laquelle France Travail est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;
- dans le cas où il a recours à un sous-traitant dans les conditions prévues à l'article VII.2 ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au fournisseur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable ;
- dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer France Travail avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public.

De plus, le Titulaire apporte une attention particulière aux données personnelles figurant dans les zones de texte libre, notamment dans les livrables remis à France Travail, afin de n'y porter que des informations ayant un caractère objectif, c'est-à-dire dépourvues de jugement de valeur sur le ou les bénéficiaires. Ces informations ne peuvent en aucun cas faire apparaître des données sensibles telles que l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle, des données génétiques, des données biométriques visant à identifier une personne physique de manière unique, des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions ou aux mesures de sûreté connexes.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire définit et met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes. Il met en œuvre *a minima* les mesures techniques et organisationnelles définies à l'annexe III au Contrat, dans les conditions décrites à cette annexe.

VII.6.1.3. - Information des personnes concernées

France Travail informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet ces demandes à France Travail, par courriel, à l'adresse contact-dpd@francetravail.fr. Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider France Travail à répondre à ces demandes.

VII.6.1.4. - Violation de données personnelles

Dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, le Titulaire notifie à France Travail, par courriel à l'adresse contact-dpd@francetravail.fr, toute violation de données personnelles. Est jointe la documentation utile permettant le cas échéant à France Travail de notifier la violation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette documentation comprend *a minima* les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.

VII.6.1.5. - Sort des données

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de 2 mois à compter de la fin de l'exécution du marché. Le Titulaire informe France Travail de la date de cette destruction par ses soins et par ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs, dans un délai maximum de 8 jours calendaires. Ces dispositions ne sont pas

applicables aux fichiers, documents et pièces justificatives que le Titulaire est tenu de conserver pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires.

VII.6.2. - Autres traitements de données personnelles

Indépendamment du traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail dans les conditions fixées ci-avant, le Titulaire traite également pour son propre compte des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Il en va de même pour France Travail. France Travail et le Titulaire s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met ainsi en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par France Travail, auprès de son délégué à la protection des données et, pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, selon les modalités décrites ci-avant.

Sauf obligation légale et réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dans un délai de 2 mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

VII.7. - Lutte contre le travail illégal et exclusion des marchés publics

VII.7.1. - Lutte contre le travail illégal

Conformément aux dispositions des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, à savoir :

- s'il est établi en France, les pièces listées à l'article D.8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois et un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou autre document listé au 2° même article du code du travail pour les Titulaires concernés) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, les pièces listées à l'article D.8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 et, le cas échéant, l'article D.8222-7 du code du travail lui imposent de procéder, à l'égard d'un sous-traitant, avant la

notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail (5 000 € à la date de notification du marché).

En complément de ces obligations et sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1-I du code du travail. A défaut, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L.1262-4-1 du code du travail.

VII.7.2. - Exclusion des marchés publics

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1, le Titulaire informe sans délai France Travail de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

VIII. - RESILIATION

VIII.1. - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- en cas de rejet de la demande d'enregistrement, de l'annulation de l'enregistrement ou de la caducité de la déclaration d'activité dans les conditions définies aux articles L.6351-1 et suivants du code du travail, ainsi que en cas de suspension ou retrait de la certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du code du travail ;
- en cas de manquement aux obligations résultant des articles V.5.2 et VII.6.1 ;
- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail y compris les dispositions du Livre III de sa sixième Partie ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai France Travail ;
- lorsque le Titulaire refuse de donner accès à ses locaux et/ou fournir les justificatifs demandés dans le cadre d'un contrôle prévu à l'article V.9.1.

Le marché peut être également résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;

- s’agissant des locaux affectés par le Titulaire à l’exécution du marché, et sans nouvelle mise en demeure préalable, en cas de nouveau constat d’une ou plusieurs non-conformités majeures empêchant la poursuite de l’exécution des prestations dans les conditions habituellement pratiquées par la profession, dans les conditions fixées aux articles V.4.1.3 et V.4.1.4.b) ;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et du premier alinéa de l’article L.8251-1 du même code, le Titulaire n’a pas, dans un délai de 2 mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard 6 mois à compter de l’injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu’il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu’à 2 mois. Lorsque le Titulaire n’a pas régularisé sa situation à l’expiration du délai fixé par France Travail, la résiliation prend effet à l’expiration du 6^{ème} mois à compter de l’injonction initiale de France Travail ;
- lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L.1262-4-3 et L.3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d’un sous-traitant direct ou indirect ou d’un cocontractant d’un sous-traitant, l’auteur n’a pas régularisé sa situation dans un délai de 7 jours. A l’expiration de ce délai, France Travail transmet à l’agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l’auteur des manquements n’a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d’effet de la résiliation est la date de notification de la décision ;
- si le montant cumulé des pénalités prévues à l’article V.7 excède 30 000 €.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire n’ouvre droit au versement d’aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l’exécution des prestations objet du marché résilié aux frais et risques du Titulaire, à condition de l’en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l’augmentation des dépenses par rapport au prix du marché, résultant de l’exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique, est à la charge exclusive du Titulaire, la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l’exécution des prestations exécutées à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Sauf précisions contraires mentionnée au présent article, la date d’effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation. A défaut, la date d’effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation. Le Titulaire est informé que, selon les indications figurant dans la décision de résiliation, soit le Titulaire poursuit, jusqu’à leur terme et dans les conditions prévues par le marché, l’exécution des commandes transmises avant la notification de la décision de résiliation, soit les prestations sont arrêtées à la date de notification de la décision de résiliation.

VIII.2. - Résiliation pour motif d’intérêt général

France Travail peut à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l’exécution du marché pour des motifs d’intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le Titulaire est informé que France Travail se réserve la possibilité d’émettre des commandes jusqu’à la veille de

la date d'effet de la résiliation. Sans préjudice des dispositions de l'article II, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation de quelque nature que ce soit du fait de cette résiliation.

IX. - LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R.312-11 du code de justice administrative, il est convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif de Paris duquel a légalement son siège le directeur général de France Travail, signataire du marché.

Fait à _____, le _____

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du Titulaire :
(à revêtir du cachet de la société)

Signature du représentant de France Travail :

ANNEXE I - DESCRIPTIF DES LOTS

N°	intitulés des lots	Lieux d'intervention obligatoires	Nombre maximum de bénéficiaires auxquels doit être proposé un entretien de diagnostic pour la période ferme d'exécution du marché	Taux cible de retour à l'emploi pour la première année d'exécution du marché	Nombre d'heures de travail pour la période ferme d'exécution à réaliser au titre de l'engagement d'insertion sociale
1	EMS 2024 - ARA - Dpts 01 07 26 38 69 73 74	BOURG EN BRESSE ou communes limitrophes MONTLUEL ou MEXIMIEUX OYONNAX ST GENIS POUILLY ou THOIRY ANNONAY ou communes limitrophes AUBENAS PRIVAS TOURNON SUR RHONE ou TAIN L'HERMITAGE CREST PIERRELATTE MONTELIMAR ou communes limitrophes ROMANS SUR ISERE VALENCE ou GUILHERAN GRANGES VOIRON ou communes limitrophes GRENOBLE ECHIROLLES ou St MARTIN D'HERES VILLEFONTAINE VIENNE ou communes limitrophes LYON MEYZIEU TARARE GIVORS OULLINS	160 008	26,0%	11 231

		VENISSIEUX ou ST PRIEST VILLEFRANCHE SUR SAONE ou communes limitrophes AIX LES BAINS ALBERTVILLE ou communes limitrophes CHAMBERY ou communes limitrophes MOUTIERS ST JEAN DE MAURIENNE ANNECY ANNEMASSE ou communes limitrophes CLUSES ou THYEZ ou SCIONZIER SALLANCHES THONON LES BAINS ou ANTHY-SUR-LEMAN CALUIRE			
2	EMS 2024 - ARA - Dpts 03 15 42 43 63	MONTLUCON ou DESERTINES MOULINS ou YZEURE VICHY ou Charmeils ou Cusset ou Bellerive s/Allier AURILLAC MONTBRISON ou SAVIGNEUX RIVE DE GIER ou communes limitrophes ROANNE ou communes limitrophes ST ETIENNE ST CHAMOND FIRMINY ou communes limitrophes BRIOUDE ou communes limitrophes LE PUY EN VELAY ou communes limitrophes MONISTROL SUR LOIRE RIOM ou MOZAC CLERMONT FERRAND ISSOIRE THIERS	43 927	26,0%	3 215

3	EMS 2024 - BFC - Dpts 21 58 71 89	AUXERRE AVALLON BEAUNE DIJON AGGLO CHALON JOIGNY LE CREUSOT MACON MONTCEAU LES MINES SENS DIGOIN LOUHANS	33 198	26,0%	2 375
4	EMS 2024 - BFC - Dpts 25 39 70 90	BELFORT BESANCON DOLE AGGLO MONTBELIARD PONTARLIER VESOUL LURE SAINT CLAUDE GRAY	28 049	22,0%	1 984
5	EMS 2024 - BRET - Dpts 22 35	FOUGERES COMMUNAUTE CANTON DE LOUDEAC RENNES METROPOLE SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION VITRE COMMUNAUTE SAINT MALO AGGLOMERATION DINAN AGGLOMERATION COMMUNE DE LANNION COMMUNE DE REDON GUINGAMP-PAIMPOL AGGLOMERATION	40 546	28,0%	2 818
6	EMS 2024 - BRET - Dpts 29 56	BREST METROPOLE CANTON DE LANDERNEAU LORIENT AGGLOMERATION COMMUNE DE MORLAIX	40 065	28,0%	3 389

		COMMUNE DE PLOERMEL QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE VANNES AGGLO-GOLFE DU MORBIHAN COMMUNE D'AURAY COMMUNE DE PONTIVY COMMUNE DE DOUARNENEZ COMMUNE DE CONCARNEAU			
7	EMS 2024 - CORSE - Corse du Sud	PORTO VECCHIO PROPRIANO	4 905	31,0%	361
8	EMS 2024 - CORSE - Haute Corse	BASTIA CORTE GHISONACCIA L'ILE ROUSSE	5 322	31,0%	432
9	EMS 2024 - CVL - Dpts 18 36 45	Commune de BOURGES Commune de CHATEAUROUX Commune d' ARGENTON SUR CREUSE Commune de FLEURY LES AUBRAIS ou SAINT JEAN DE BRAYE Commune de GIEN Commune de PITHIVIERS Commune de MONTARGIS	26 291	25,0%	1 859
10	EMS 2024 - CVL - Dpts 28 37 41	Commune de CHARTRES ou LUCE Commune de DREUX ou VERNOUILLET TOURS (37100) ou SAINT CYR SUR LOIRE TOURS (37000 ou 37200) ou SAINT PIERRE DES CORPS ou SAINT AVERTIN Commune de CHINON Commune d'AMBOISE ou NAZELLES NEGRON Commune de JOUE LES TOURS Commune de LOCHES ou BEAULIEU LES LOCHES Commune de BLOIS Commune de VENDOME Commune de ROMORANTIN LANTHENAY	30 489	26,0%	2 223
11	EMS 2024 - GD EST - Dpts 08 10 51 52 68 88	Commune de Reims (ou commune de TINQUEUX, ou commune de BEZANNES, ou commune de CORMONTREUIL, ou	57 704	24,0%	3 994

		<p>commune de TAISSY,ou commune de BETHENY, ou commune DE SAINT-BRICECOURCELLES, ou commune de CHAMPFLEURY)</p> <p>Commune de Chalons En Champagne (ou commune de SAINT MEMMIE, ou commune de COMPERTRIX, ou commune de FAGNIERES, ou commune de SAINT-MARTIN-SUR-LE-PRE)</p> <p>Commune de Charleville Mezieres (ou commune de MONTCTY NOTRE DAME)"</p> <p>Commune de Epernay</p> <p>Commune de St Dizier</p> <p>Commune de Troyes (ou commune de LA CHAPELLE SAINT LUC ou commune de PONT SAINTE MARIE ou commune de SAINT-JULIENS-LES-VILLAS)</p> <p>Commune d'Epinal (ou commune de Golbey)</p> <p>Commune de Saint Dié des Vosges (ou commune de SAINTE MARGUERITE)</p> <p>Commune de Mulhouse (ou commune de PFASTATT,ou commune de KINGERSHEIM, ou commune de BRUNSTATT, ou commune de DIDENHEIM, ou commune de RIEDISHEIM, ou commune de RIXHEIM, ou commune de SAUSHEIM, ou commune d'ILLZACH ou commune de MORSCHWILLER LE BAS)</p> <p>Commune de Colmar (ou commune de HORBOURG-WIHR)"</p> <p>Commune de St Louis</p>			
12	EMS 2024 - GD EST - Dpts 54 55 57 67	<p>Commune de METZ (ou commune de Montigny les Metz ou commune de Woippy ou commune de Longeville les Metz ou commune de Ban Saint Martin ou commune de Saint Julien les Metz)</p> <p>Commune de NANCY (ou commune appartenant à la métropole du Grand Nancy)</p> <p>Commune de Bar le Duc</p> <p>Commune de Val de Briey (ou commune de JOEUF)"</p> <p>Commune de Forbach (ou commune de MORSBACH, commune de OETING, ou commune de STIRING-WENDEL, ou commune de BEHREN LES FORBACH ou commune de PETITE-ROSSELLE)</p>	75 195	22,0%	5 199

		Commune de Lunéville (ou commune de CHANTEHEUX, ou commune de JOLIVET, ou commune de MONCEL LESLUNEVILLE) Commune de Sarreguemines Commune de Saint-Avold Commune de Thionville (ou commune de Yutz ou commune de Manom ou commune de TERVILLE, ou commune de ALGRANGE) Commune de Verdun Eurométropole de STRASBOURG Commune de Haguenau Commune de Molsheim			
13	EMS 2024 - GUAD - Nord Grande Terre	LE GOSIER MORNE A L EAU PORT LOUIS ST FRANCOIS	2 867	20,0%	303
14	EMS 2024 - GUAD - Centre	BAIE MAHAULT POINTE A PITRE ABYMES	3 154	20,0%	292
15	EMS 2024 - GUAD - Sud Basse Terre	BASSE TERRE BOUILLANTE SAINTE-ROSE PETIT-BOURG	4 300	19,0%	395
16	EMS 2024 - GUY - Région	CAYENNE SAINT LAURENT DU MARONI MATOURY	8 147	22,0%	605
17	EMS 2024 - HDF - Dpt 59	CAMBRAI CAUDRY DOUAI FOURMIES SOMAIN VILLENEUVE D'ASCQ ARMENTIERES BAILLEUL	65 756	24,0%	4 649

		DUNKERQUE HAZEBROUCK LILLE MAUBEUGE ROUBAIX VALENCIENNES TOURCOING DENAIN SECLIN GRAVELINES HAUBOURDIN SAINT AMAND LES EAUX			
18	EMS 2024 - HDF - Dpt 62	BERCK BETHUNE CALAIS LENS SAINT OMER ou LONGUENESSE BOULOGNE SUR MER HENIN BEAUMONT ARRAS	32 409	25,0%	2 254
19	EMS 2024 - HDF - Dpts 02 60 80	AMIENS CHAUNY SOISSONS COMPIEGNE CREIL VERVINS BEAUVAIS CHATEAU THIERRY PERONNE LAON ABBEVILLE	43 400	24,0%	3 024
20	EMS 2024 - IDF - Dpt 75	PARIS 13 PARIS 15 PARIS 10 PARIS 18	56 595	25,0%	4 093

		PARIS 20 PARIS 02 PARIS 12 PARIS 17 PARIS 19			
21	EMS 2024 - IDF - Dpts 77-91	BRETIGNY SUR ORGE ETAMPES MONTEREAU FAULT YONNE CHELLES Evry JUVISY SUR ORGE TORCY CHESSY MELUN PALAISEAU LES ULIS BRUNOY	71 713	26,0%	5 435
22	EMS 2024 - IDF - Dpts 78-92-95	ANTONY ASNIERES SUR SEINE CERGY GUYANCOURT ISSY LES MOULINEAUX NANTERRE SARTROUVILLE VERSAILLES POISSY SARCELLES GONESSE MANTES LA JOLIE PERSAN	107 305	26,0%	7 744
23	EMS 2024 - IDF - Dpts 93-94	BOBIGNY LA PLAINE ST DENIS AULNAY SOUS BOIS CRETEIL MONTREUIL	85 769	25,0%	6 189

		NOGENT SUR MARNE VILLEJUIF VITRY SUR SEINE NOISY LE GRAND CLICHY SOUS BOIS			
24	EMS 2024 - MART - CACEM	FORT DE FRANCE LAMENTIN	6 391	21,0%	468
25	EMS 2024 - MART - CAESM	DUCOS ou TROIS-ILETS MARIN	2 556	21,0%	193
26	EMS 2024 - MART - CAP NORD	SAINTE-MARIE ROBERT SAINT-PIERRE ou CARBET	3 835	21,0%	330
27	EMS 2024 - NAQ - Dpts 16 17 79 86	LA ROCHELLE (ou AYTRE ou LAGORD ou PUILBOREAU ou PERIGNY) POITIERS (ou ST BENOIT) ANGOULEME COGNAC (ou communes limitrophes) CHATELLERAULT ROCHEFORT	42 159	27,0%	2 908
28	EMS 2024 - NAQ - Dps 19 23 24 87	BRIVE LA GAILLARDE GUERET LIMOGES BERGERAC SARLAT LA CANEDA PERIGUEUX	21 354	26,0%	1 500
29	EMS 2024 - NAQ - Dpt 33	BORDEAUX LA TESTE DE BUCH ou ARCAHON LORMONT CENON MERIGNAC ou EYSINES ou ST MEDARD EN JALLES BEGLES ou VILLENAVE D'ORNON LANGON PESSAC	46 096	28,0%	3 185

30	EMS 2024 - NAQ - Dpts 40 47 64	AGEN BAYONNE ou BOUCAU PAU PARENTIS EN BORN ST JEAN DE LUZ MARMANDE MONT DE MARSAN ORTHEZ ST VINCENT DE TYROSSE	35 280	27,0%	2 460
31	EMS 2024 - NORM - Dpts 14-50	CAEN ou commune limitrophe AVRANCHES ou commune limitrophe LISIEUX BAYEUX COUTANCES CHERBOURG-EN-COTENTIN	22 761	28,0%	1 595
32	EMS 2024 - NORM - Dpts 27-61	VERNON FLERS EVREUX LOUVIERS	16 406	26,0%	1 143
33	EMS 2024 - NORM - Dpt 76	LE HAVRE ROUEN Rive droite (ou ROUEN Rive Gauche) LE TREPORT ou commune limitrophe FECAMP ou commune limitrophe FORGES LES EAUX ou commune limitrophe HARFLEUR ou commune limitrophe (sauf LE HAVRE) LILLEBONNE DIEPPE YVETOT ou commune limitrophe	26 432	25,0%	1 889
34	EMS 2024 - OCC - Dpts 09 11 30 34 48 66	BEAUCAIRE VAUVERT ALES LEZIGNAN CORBIERES BEZIERS (COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION) LUNEL (COMMUNAUTE DE COMMUNES) NIMES	89 811	24,0%	6 234

		VILLENUEVE LES AVIGNON ou LES ANGES BAGNOLS SUR CEZE CLERMONT L HERAULT (COMMUNAUTE DE COMMUNES) MENDE SETE (COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION) ARGELES SUR MER MONTPELLIER (COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION) PRADES PERPIGNAN CASTELNAUDARY LIMOUX PAMIRS ST GIRONS GANGES ou LE VIGAN Agde (LA COMMUNE OU LES COMMUNES LIMITOPHES)			
35	EMS 2024 - OCC - Dpts 12 31 32 46 65 81 82	CARMAUX CASTELGINEST CASTRES GRAULHET MILLAU MONTAUBAN RODEZ ST GAUDENS TOULOUSE (Quartier 1 (Capitole/Arnaud Bernard/Carmes) ou, 2 (Amidonniers/Compans-Caffarelli/Brouardel) ou 3 (Les Chalets/Bayard/Belfort/Saint-Aubin/Dupuy) TOULOUSE (Quartiers 6 (Saint-Cyprien) ou 15 (Croix de Pierre/Route d'Espagne) ou 16 (Fontaine-Lestang/Arènes/Bagatelle/Papus/Tabar/Bordelongue/Mermoz/La faourette) ou 19 (Casselardit/Fontaine Bayonne/Cartoucherie) Auch BLAGNAC CONDOM Labege Tarbes CAHORS	73 057	27,0%	5 093

		COLOMIERS MURET SOUILLAC			
36	EMS 2024 - PACA - Dpts 04 05	DIGNE LES BAINS MANOSQUE BRIANCON GAP	8 613	25,0%	655
37	EMS 2024 - PACA - Dpt 06	ANTIBES CANNES GRASSE NICE MENTON SIX FOURS LES PLAGES	35 859	26,0%	2 512
38	EMS 2024 - PACA - Dpt 13	ARLES AIX EN PROVENCE MARSEILLE 13001 ou MARSEILLE 13002 MARSEILLE 13006 ou MARSEILLE 13008 MARSEILLE 13010 ou MARSEILLE 13011 MARSEILLE 13014 ou MARSEILLE 13015 SALON DE PROVENCE VITROLLES AUBAGNE MARTIGUES	57 206	25,0%	4 014
39	EMS 2024 - PACA - Dpt 83	BRIGNOLES SAINT TROPEZ ou COGOLIN DRAGUIGNAN FREJUS ou SAINT-RAPHAËL HYERES TOULON	31 843	26,0%	2 236
40	EMS 2024 - PACA - Dpt 84	Avignon CAVAILLON Le Pontet ORANGE CARPENTRAS	16 646	25,0%	1 199

41	EMS 2024 - PDL - Dpt 44	Communauté urbaine NANTES METROPOLE Commune de CLISSON Commune d'ANCENIS Commune de CHATEAUBRIANT Commune de GUERANDE (ou commune de LA BAULE ESCOUBLAC) Intercommunalité Métropole de CA PORNIC AGGLO PAYS DE RETZ Commune de St Nazaire (ou commune de Trignac)	36 762	29,0%	2 564
42	EMS 2024 - PDL - Dpt 49	Communauté urbaine ANGERS LOIRE METROPOLE commune de CHOLET Canton de BEAUFORT EN ANJOU Commune de BEAUPREAU Commune de SEGRE Commune de SAUMUR	19 675	28,0%	1 406
43	EMS 2024 - PDL - Dpts 53 72	Commune de MAMERS Communauté urbaine LE MANS METROPOLE Commune de CHÂTEAU GONTIER Commune de LA FERTE BERNARD Communauté d'agglomération de LAVAL agglomération Commune de MAYENNE	18 585	27,0%	1 336
44	EMS 2024 - PDL - Dpt 85	LA ROCHE SUR YON Agglomération Commune de CHALLANS Arrondissement de FONTENAY LE COMTE Commune des HERBIERS LES SABLES D'OLONNE agglomération Pays de ST GILLES CROIX DE VIE agglomération Commune de LUCON	16 264	30,0%	1 209
45	EMS 2024 - REU - Nord Est	ST ANDRE ST DENIS STE MARIE	9 527	23,0%	685
46	EMS 2024 - REU - Sud Ouest	LE PORT LE TAMPON ST JOSEPH	14 458	20,0%	1 096

		ST LEU ST LOUIS ST PAUL ST PIERRE			
47	EMS 2024 - Mayotte	MAMOUDZOU	2 615	20,0%	192

ANNEXE II – OBLIGATION EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES ET DE SECURITE

Conformément à l'article VII.6.1.2 du Contrat, le Titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles suivantes :

Processus à sécuriser	Mesures à mettre en œuvre	Niveaux d'exigence
Gestion des habilitations des utilisateurs des applications fournies par France Travail en cohérence avec l'activité réalisée	La vérification des habilitations doit être effectuée par le Titulaire tous les 6 mois.	Minimal
	Le Titulaire établit un procès-verbal de cette revue d'habilitation et le transmet à France Travail.	Avancé
Sécurisation des échanges entre le Titulaire et tout intervenant prenant part à l'exécution du marché	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil standard type 7zip.	Minimal
	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil qualifié par l'ANSSI (Primx zed! par exemple) ou par la mise à disposition de fichiers sur un portail avec authentification à deux facteurs.	Avancé
Stockage des données	Le Titulaire interdit à l'ensemble des intervenants prenant part à l'exécution du marché d'utiliser les offres publiques des plateformes de stockage non maîtrisées pour y transférer les données transmises par France Travail.	Minimal
Destruction des données personnelles	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché.	Minimal
	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché. Il établit un procès-verbal de destruction qu'il transmet à France Travail.	Avancé
Condition de détention du matériel informatique dans des locaux appropriés et sécurisés	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une armoire technique.	Minimal
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une salle technique avec contrôle d'accès.	Intermédiaire
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans un centre de données pour les serveurs soutenant la messagerie, les espaces de stockage partagé et l'Assistance Diagnostic.	Avancé
Utilisation de messageries électroniques accessibles via Internet	Le Titulaire met en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> une politique de mot de passe robuste (mot de passe de 8 caractères dont au moins une majuscule, une minuscule, un chiffre et un caractère spécial ou mot de passe de plus de 12 caractères) ; un mécanisme de protection contre les attaques par force brute (par exemple : temporisation d'accès au compte après plusieurs échecs ; nombre maximal de tentatives autorisées dans un délai donné ; mise en place d'un "Captcha" ; blocage du compte après 10 échecs assorti d'un mécanisme de déblocage choisi en fonction des risques d'usurpation d'identité et 	Minimal

	<p>d'attaques ciblées par déni de service) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> un mécanisme d'oubli de mot de passe qui ne transfère pas le mot de passe mais fournit uniquement à l'utilisateur la possibilité de réinitialiser son mot de passe et donc d'en choisir un nouveau par lui-même. 	
	Le Titulaire utilise l'authentification à deux facteurs (2FA) sur deux supports différents.	Avancé
Configuration du Wifi	<p>Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art.</p> <p>https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf avec un mode d'authentification WPA-PSK avec un mot de passe long (> 20 caractères)</p>	Minimal
	<p>Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art.</p> <p>https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf. Il doit configurer le point d'accès pour utiliser un chiffrement robuste (utilisation du mode WPA2 avec l'algorithme de chiffrement AES-CCMP).</p>	Avancé
Moyens de protection de la connexion et navigation sur Internet	Le Titulaire doit disposer d'un pare-feu entrant sur la connexion internet et d'un pare-feu local sur les postes de travail.	Minimal
	Le Titulaire doit disposer d'un proxy web de sortie avec liste de blocage.	Avancé
Connaissance par le Titulaire de son système d'information	Le Titulaire réalise l'inventaire de l'ensemble de ses équipements, services, logiciels, données, traitements de données, accès et interconnexions vers l'extérieur et dispose d'une cartographie à jour de tous les systèmes.	Minimal
Protection de tous les terminaux	Le Titulaire dispose d'antivirus à jour des signatures sur tous les postes de travail.	Minimal
	Des dispositifs de détection et réponses aux terminaux (EDR) sont installés sur les postes de travail.	Intermédiaire
	Le Titulaire maîtrise également l'ensemble de sa flotte mobile via MDM (Mobile Device Management)	Avancé

Dès la notification du marché, le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, *a minima*, l'ensemble des mesures minimales définies.

Six mois après la date de notification du marché, le Titulaire rend compte à France Travail de cette mise en œuvre en lui retournant, au format Excel, le questionnaire Cybersécurité remis lors de la réunion de lancement. Ce questionnaire permet de définir le type de mesures effectivement mises en œuvre (minimal, intermédiaire, avancé).

Un plan de progrès pourra être demandé suivant les résultats issus du questionnaire.